

Evaluation environnementale et sociale d'offres d'entreprises d'économie de la fonctionnalité et de la coopération

Direction Economie Circulaire / Service Consommation Responsable
Rédaction : Aude MONTEIL et Vincent DARGENNE

TABLE DES MATIERES

1. Introduction	4
1.1. L'ADEME en bref	4
1.2. Contexte de l'étude	4
1.2.1. Qu'est-ce que l'EFC ?	4
1.2.2. Comprendre l'EFC	4
1.2.3. Pourquoi changer de modèle ?	4
1.2.4. L'ADEME et l'EFC	5
2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis de la prestation à réaliser	6
2.1. Finalités et objectifs	6
2.2. Animation – coordination de l'évaluation	6
2.2.1. Sur l'ensemble de la durée de l'évaluation	6
2.2.2. Cadrage et préparation amont de l'évaluation	6
2.2.3. Déploiement opérationnel et suivi de l'évaluation	6
2.2.4. Fin de l'expérimentation	7
2.3. Les engagements des parties prenantes	7
2.3.1. Les entreprises évaluées	7
2.3.2. Prestataire	7
2.4. Considérations environnementales	7
3. Déroulement prévisionnel de l'évaluation	9
3.1. Les cas d'étude	9
3.2. Référentiels	9
3.2.1. Evaluation environnementale	9
3.2.2. Evaluation sociale	10
3.2.3. Revue critique	10
3.2.4. Communication	10
3.3. Etat de l'Art	10
3.4. Phase 1 : Construction des objectifs et du champ d'étude (étapes 1 à 6 d'Empreinte projet)	10
3.5. Phase 2 : Quantification (étapes 7 à 9)	11
3.6. Phase 3 : Interprétation (étapes 10 à 12)	11
3.7. Modalités de la revue critique	11
3.7.1. Composition du comité de revue critique	11
3.7.2. Conduite de la revue	11
3.8. Modalités de la communication	12
4. Organisation et pilotage de la prestation	13

4.1.	Intervenants.....	13
4.2.	Réunions complémentaires	13
4.3.	Livrables.....	13
4.4.	Confidentialité.....	14
4.5.	Calendrier de réalisation des prestations.....	14
5.	Bibliographie.....	15

1. Introduction

1.1. L'ADEME en bref

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, gaspillage alimentaire, déchets, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

1.2. Contexte de l'étude

Depuis plusieurs années, l'Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération (EFC) se développe et apparaît comme une piste d'action prometteuse pouvant répondre aux enjeux de la transition écologique.

1.2.1. Qu'est-ce que l'EFC ?

L'économie de la fonctionnalité et de la Coopération (EFC) est un nouveau modèle économique qui vise à concilier intérêts économiques, sociaux et environnementaux en mettant au centre de l'organisation les effets utiles produits plutôt que la vente en grande quantité de biens ou de services.

En d'autres termes, c'est l'ensemble des transformations qui permettent de sortir d'un modèle centré sur l'accumulation et le volume. L'enjeu est de parvenir à progresser vers un modèle qui redéfinit ce qui a de la valeur et la manière de la produire en fonction de l'utilité du bien ou du service produit.

1.2.2. Comprendre l'EFC

L'économie de la fonctionnalité et de la coopération (EFC) est un ensemble de clés de lecture. Par de nombreuses portes d'entrées, des enjeux de travail à la remise en question de l'offre jusqu'à la gouvernance, l'EFC permet d'ouvrir le champ des possibles, là où les modèles classiques s'essouffent.

Qu'est-ce qui a de la valeur ? Comment la produit-on tout en réduisant les flux et les consommations de ressources ? À ces questions, l'EFC apporte des réponses en rupture avec les représentations traditionnelles, afin d'engager les acteurs économiques publics et privés vers une trajectoire de développement plus durable.

1.2.3. Pourquoi changer de modèle ?

Les intérêts économiques, les enjeux sociaux et les impératifs environnementaux ne convergent pas naturellement. Cela devient de plus en plus flagrant au regard des urgences écologiques, sociales et

économiques de notre temps. Le modèle économique actuel n'arrive pas à les concilier et continue à fonctionner sur les principes de volume et d'économies d'échelle.

Passer à l'EFC, c'est permettre d'inverser ce rapport à la responsabilité sociale des entreprises, de ne plus devoir inévitablement considérer la prise en compte d'enjeux sociaux et environnementaux comme de simples suppléments d'âme, mais comme des avantages stratégiques dans une perspective de développement économique durable.

1.2.4. L'ADEME et l'EFC

Depuis plusieurs années, l'ADEME est un des acteurs majeurs qui contribue à l'essor de ce modèle économique durable comme financeur certes, mais aussi comme animateur de la thématique au niveau national et régional. Plus de 500 entreprises ont déjà été accompagnées sur le territoire national grâce à l'ADEME et ses partenaires. (Conseils Régionaux, Agences de l'Innovation etc.)

Le plus souvent ces entreprises et leurs dirigeants intègrent un parcours d'accompagnement de 12 à 18 mois qui alterne des moments de partages collectifs entre pairs et des temps individuels avec des consultants experts. Le but est de cheminer vers une trajectoire EFC, et de tester le plus vite possible une offre transformée à la suite de ce parcours.

La sensibilisation, la formation et l'animation des parcours ainsi que la dynamique post-accompagnement est réalisée la plupart du temps par des animateurs de clubs régionaux soutenus par l'ADEME et ses partenaires.

Exemple de clubs EFC et leurs actions :

- [Club CLEF Auvergne Rhône Alpes](#)
- [Club Terres d'EFC Occitanie](#)
- [Club EFC Initiatives Durables Grand Est](#)

2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis de la prestation à réaliser

2.1. Finalités et objectifs

Fort d'un retour d'expérience de 10 ans dans l'accompagnement des entreprises en économie de la fonctionnalité et de la coopération, l'ADEME souhaite maintenant évaluer et valoriser la démarche en réalisant une évaluation environnementale et sociale de plusieurs offres d'entreprises.

Les principaux objectifs de cette étude sont :

- Evaluer et objectiver les charges et bénéfices environnementaux et sociaux des projets d'EFC à partir de la méthode Empreinte Projet ADEME
- Identifier et calculer des indicateurs clés complémentaires liés aux enjeux de l'EFC : ressources immatérielles, effets utiles, externalités, ancrage territorial, coopération...
- Capitaliser sur les résultats pour préconiser des facteurs de réussite environnementaux et sociaux de projets d'EFC
- Communiquer à l'interne et à l'externe sur ces évaluations et ses résultats : ADEME, entreprises, presse...

2.2. Animation – coordination de l'évaluation

Concernant l'animation et la coordination, le prestataire, véritable lien entre l'ADEME et les entreprises aura pour rôle :

2.2.1. Sur l'ensemble de la durée de l'évaluation

- Coordonner l'évaluation sur les 6 entreprises
- Disposer d'une vue d'ensemble sur la cohérence de mise en œuvre avec les entreprises
- Coordonner le déroulement de la revue critique tout au long de l'évaluation
- Collecter et traiter l'ensemble des données nécessaires
- Préparer et organiser les réunions (calage des dates, invitations, suivi des participants, ordre du jour, support de présentation, compte-rendu) avec :
 - L'ADEME
 - Les entreprises
- Faire les points d'alerte nécessaires relatifs à un dérapage de calendrier ou de la qualité

2.2.2. Cadrage et préparation amont de l'évaluation

Proposer une méthodologie de suivi des entreprises et un planning :

- Choix des modes de communication et outils : téléphonie, réunion, courriel ...
- Proposition de fréquence des points d'étape, planning de remontée des informations.

2.2.3. Déploiement opérationnel et suivi de l'évaluation

- Assurer l'animation collective : relais d'informations de l'ADEME, remontées d'informations des pratiques sur le terrain et partage auprès de l'ensemble des acteurs.
- S'assurer de la bonne mise en œuvre par les entreprises du cadre méthodologique, de leur organisation opérationnelle et du respect du planning.
- Capitaliser les bonnes pratiques et partager les expériences.
- Réflexion autour de la communication de l'évaluation

2.2.4. Fin de l'expérimentation

- Présenter le bilan et partager les résultats transversaux de l'évaluation auprès du groupe d'entreprises
- Présenter le bilan et partager les résultats transversaux de ces évaluations auprès de l'ADEME
- Préparer les éléments de communication en vue d'une diffusion des résultats

2.3. Les engagements des parties prenantes

2.3.1. Les entreprises évaluées

Pour prendre part à l'évaluation l'entreprise s'engage à :

- Signer au préalable le document d'engagement rappelant le retro planning et les conditions de fonctionnement de cette évaluation
- Consentir à ce que l'ADEME communique sur les résultats de l'évaluation
- Trouver les personnes ressources au sein de l'entreprise et les affecter à l'accompagnement de cette mission
- Allouer a minima une quinzaine de jours (temps humain) pour les différents besoins de l'évaluation
- Nommer un chef de projet qui aura la charge :
 - D'être l'interlocuteur privilégié de l'ADEME et du prestataire
 - D'être le garant de la mobilisation en interne des ressources nécessaires au bon déroulement de l'évaluation
 - De participer à l'ensemble des réunions de l'évaluation (lancement, cadrage, réunions individuelles avec le prestataire, réunions collectives inter-entreprises, restitution)
 - De contribuer à la construction de la méthodologie avec le prestataire

Pendant l'évaluation, l'entreprise s'engage à :

- Mobiliser les collaborateurs en fonction des besoins
- Transmettre les données nécessaires à l'évaluation

2.3.2. Prestataire

Le prestataire quant à lui doit :

- Se rendre disponible pour les rencontres et échanges avec les entreprises
- Faciliter les actions d'animation et de construction de la méthodologie
- Faire des retours d'expérience en coopération avec l'équipe projet de l'entreprise et l'ADEME
- Consentir à ce que l'ADEME communique sur les résultats de l'opération

2.4. Considérations environnementales

- Pour la démarche environnementale :

Le prestataire exposera la démarche et/ou les actions qui sont mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes de la prestation dans le cadre de ce marché.

Les éléments avancés pour répondre à cette exigence environnementale devront être liés à l'objet du marché et devront être étayés par des éléments probatoires ; et plus particulièrement :

- Pour les échanges numériques :

Le prestataire exposera la façon dont il a intégré le volet numérique responsable dans le cadre de l'exécution de prestation (exemple : nombre de destinataire des mails réduit, etc.)

Informations : <https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/docs/2022/guide-de-bonnes-pratiques-numerique-responsable-version-beta.pdf>

- Pour la mobilité :

Le prestataire démontrera que ses déplacements aux réunions avec l'ADEME ou pour se rendre aux réunions objet de la présente mission seront réalisés en priorité en transports collectifs terrestres (train, bus...) ou transports doux.

- Pour le papier et les impressions :

Le prestataire apportera des garanties sur : la nature du papier utilisé (papier recyclé) ; les paramètres d'impression (systématisation de l'impression recto-verso, impression en mode brouillon pour les docs provisoires...) ; l'usage et la gestion des cartouches d'encre (impression noir et blanc privilégiée, cartouche recyclée...) ; la performance énergétique des matériels utilisés, etc.

Pour développer son argumentaire, il pourra s'inspirer des pratiques éco-responsables auxquelles l'ADEME adhère.

(<https://presse.ademe.fr/2018/12/pratiques-ecoresponsables-lademe-rejoint-le-reseau-de-partenaires-decofrugal.html>)

3. Déroulement prévisionnel de l'évaluation

3.1. Les cas d'étude

L'évaluation portera sur 6 entreprises volontaires ayant mené à bien un parcours d'accompagnement EFC et qui s'inscrivent dans une trajectoire de changement d'offre qui tend vers l'EFC. Il s'agira de réaliser une comparaison entre une offre conventionnelle (= scénario de référence) et l'offre développée à l'aide du référentiel EFC pour chaque entreprise.

Voici les principales caractéristiques des entreprises à évaluer :

Nom	Taille	Implantation	Activité
Kataba	TPE	Ile de France	Mobilier de bureau
Odyssée Environnement	PME	Grand Est (88)	Produits pour traitement des eaux industrielles
Flex'ink (Imprimerie partagée)	TPE	Hauts de France	Imprimeur
Sapoval	TPE	Occitanie (81)	Gestion des eaux usées
Opalean	TPE	Hauts de France	Gestion de palettes
Mobi Ion	ETI	Hauts de France	Scooters électriques

3.2. Référentiels

3.2.1. Evaluation environnementale

L'ADEME souhaite réaliser une évaluation des projets d'EFC de façon systémique et multicritères. Le prestataire s'appuiera sur la méthodologie Empreinte projet ADEME qu'il complètera par la construction d'indicateurs clés jugés pertinents :

- [Empreinte projet : évaluer l'empreinte environnementale d'un projet](#)
- [Guide d'aide à la sélection des méthodes d'évaluation environnementale](#)
- [Empreinte projet : cas d'études](#)

En prévision d'une potentielle communication externe, l'évaluation des cas d'étude visera le niveau 5 selon Empreinte projet, le prestataire devra dimensionner son offre en conséquence.

	1 Qualitatif	2 Qualitatif + GES simplifié (=QuantGES)	3 Quantitatif Simplifié	4 Quantitatif Intermédiaire	5 Quantitatif approfondi
Objectifs	Phase préliminaire de de définition d'un projet , exigence dans les appels à projets. Ex : « identifier les bénéfices environnementaux potentiels »	Evaluation monocritère ex- ante d'un projet en cours de définition. Ex : « avoir une première idée du potentiel d'une action en terme d'empreinte carbone ».	Evaluation ex-ante d'un projet en cours de définition. Ex : « avoir une première idée du potentiel d'une action ».	Evaluation ex-ante ou ex- post d'une action. Suivi de la performance à usage interne. Ex : « choix entre différentes actions ».	Communication des résultats en externe
Résultats	- Arbre des conséquences, scénarios de références possibles	- Identification des conséquences les plus influentes ; - Conclusion sur la tendance générale pour l'indicateur d'impact relatif au changement climatique.	- Identification des conséquences les plus influentes ; - Conclusion sur la tendance générale des impacts environnementaux nets du projet, par indicateur.	- Evaluation quantitative des impacts environnementaux nets engendrés par le projet, par indicateur. - Conclusion possible sur l'intérêt environnemental du projet (tous indicateurs confondus).	- Evaluation quantitative communicable, justifiée et revue.
Niveau d'exigence	Aucune donnée quantitative nécessaire	Comparable à une empreinte carbone simplifiée.	Comparable à une simplifiée (« screening »).	Comparable à une ACV attributionnelle comparative sans communication externe, avec évaluation de fiabilité.	Idem 4 avec communication externe, avec note de fiabilité minimale + revue critique.

Les niveaux d'approche dans Empreinte projet

NB : Le prestataire s'attachera à détailler dans son offre l'ensemble des éléments de mise en œuvre : méthodes de caractérisation et bases de données envisagées, panel d'indicateurs prévisionnels, analyses de sensibilité, etc.

3.2.2. Evaluation sociale

En complément et à **partir du cadre méthodologique d'Empreinte projet**, il est attendu une évaluation **sociale** de ces projets.

Le prestataire construira donc l'arbre des conséquences (et le complètera autant que de besoin) pour intégrer cet objectif d'évaluation sociale de chacun des projets.

Il pourra également s'appuyer sur les [guidelines de l'UNEP](#) (et les [fiches](#) méthodologiques associées), ou d'autres méthodes reconnues pour asseoir son approche méthodologique.

Le prestataire détaillera dans son offre la façon dont il entend mener ce travail, notamment en vue d'identifier les potentiels transferts d'impact entre l'environnemental et le social (consistance des données).

3.2.3. Revue critique

Une revue critique **inclue dans la prestation** est attendue pour chacun des projets.

La revue critique devra suivre les recommandations d'Empreinte projet.

3.2.4. Communication

La communication respectera les principes de la communication environnementale :

- [Guide anti greenwashing ADEME – Juillet 2023](#)
- **Série ISO14020** : Déclarations environnementales et programmes pour les produits
- **ISO 14063** : Management environnemental - Communication environnementale - Lignes directrices et exemples

3.3. Etat de l'Art

Le prestataire réalisera une recherche bibliographique en lien avec l'évaluation environnementale et sociale de projets ayant appliqué le référentiel EFC, au niveau international.

Afin de disposer d'une lecture fiable et représentative de la littérature, le prestataire s'appuiera sur les outils de recherche adaptés tels que ScienceDirect, GoogleScholar, SAGE, Springer, Taylor and Francis, Wiley, Emerald, JSTOR, Carrot2 search.... Et soumettra pour validation préalable à l'ADEME la liste des mots clés envisagés.

Il veillera à intégrer dans la bibliographie des recherches effectuées à partir de moteurs dédiés aux SHS (Isidore, Jurn,...) et à ne pas écarter la littérature grise le cas échéant.

Le prestataire organisera sa démarche bibliographique afin d'en maîtriser les contours. A ce titre, il prévoira de traiter **un maximum de 20 publications**¹, **sélectionnées le cas échéant pour leur pertinence** tant en termes de liens avec le sujet traité qu'en matière de robustesse technique.

3.4. Phase 1 : Construction des objectifs et du champ d'étude (étapes 1 à 6 d'Empreinte projet)

Lors de cette phase, il est attendu du prestataire :

¹ 20 publications **au total**, qu'il s'agisse de la bibliographie destinée au cadrage des travaux d'ACV environnementale comme sociale

- La réalisation des étapes 1 à 6 d'Empreinte projet. Le prestataire attachera un soin particulier à construire le scénario de référence pour chacune des offres des entreprises, ainsi que les arbres des conséquences environnementales et sociales.
- Des rencontres individuelles avec les entreprises. Il est également attendu une séance avec l'ADEME suite à ces entretiens pour valider le cadrage de l'étude.

Marqueurs de fin de phase :

- Réunion de présentation
- Rapport contenant les livrables des étapes 1 à 6 du guide Empreinte projet

3.5. Phase 2 : Quantification (étapes 7 à 9)

Une fois la phase 1 terminée, le prestataire réalisera les inventaires de cycle de vie et caractérisera les impacts environnementaux et sociaux incluant les éventuelles étapes de normalisation et pondération (étapes 7 à 9 d'Empreinte projet).

Marqueurs de fin de phase :

- Réunion de suivi
- Rapport contenant les livrables des étapes 7 à 9 du guide Empreinte projet

3.6. Phase 3 : Interprétation (étapes 10 à 12)

En complément de l'interprétation des impacts environnementaux et sociaux (= étapes 10 à 12 d'Empreinte projet), le prestataire formulera des préconisations des facteurs de réussite environnementaux et sociaux de projets d'EFC.

Marqueurs de fin de phase :

- Réunion de présentation des résultats
- 1 rapport pour chaque entreprise des évaluations environnementale et sociale détaillées
- 1 fiche synthétique par entreprise pour communication à l'externe (voir §3.8)
- 1 rapport final complet à destination de l'ADEME

3.7. Modalités de la revue critique

Une revue critique sera réalisée pour chaque projet en conformité avec les normes en vigueur. Une optimisation (mutualisation de certaines phases des revues critiques) sera autant que possible recherchée.

3.7.1. Composition du comité de revue critique

Le comité de revue critique sera composé d'experts indépendants à l'étude (ils peuvent appartenir à l'organisme ayant participé à la collecte par exemple, à condition qu'il n'y ait pas eu de lien entre les différentes personnes au sein de l'organisme concerné).

Le prestataire proposera et inclura dans son offre la composition du comité de revue critique qui lui paraîtra la plus pertinente. Elle sera discutée et validée avec l'ADEME.

3.7.2. Conduite de la revue

Afin de limiter le nombre de versions à réviser, une approche « intermédiaire » dans la mise en œuvre de la revue critique est plutôt attendue dans le cadre de cette étude.

Il s'agira de faire réviser en 1^{ère} partie d'étude au comité de revue uniquement les grands choix structurants pour la suite (scénarios de référence, collecte de données, etc.) avant de procéder à la revue critique en fin de travail. Celle-ci inclura la relecture des jeux de données d'inventaire de cycle de vie.
Le prestataire indiquera le nombre de réunions qu'il prévoit et les experts envisagés.

3.8. Modalités de la communication

L'ADEME souhaite communiquer sur :

- Sa démarche d'expérimentation de l'évaluation environnementale et sociale de trajectoires d'entreprises au prisme de l'EFC
- Les méthodologies d'évaluation
- Les résultats de l'évaluation pour chaque entreprise

Cette communication aura pour cibles :

- L'ADEME en interne
- Les entreprises des cas d'étude et leur écosystème d'acteurs
- Le grand public

4. Organisation et pilotage de la prestation

4.1. Intervenants

Le prestataire ou les prestataires (s'il s'agit d'un groupement de compétences) désignera un interlocuteur unique (responsable de projet) qui rendra compte des prestations effectuées et pilotera explicitement les travaux.

Il est demandé un haut niveau de compétences techniques et de gestion de projet à l'équipe mobilisée par le prestataire au regard des enjeux de l'étude :

- Expertise avérée dans la mise en œuvre d'Empreinte projet, ou a minima dans la réalisation d'analyses de cycle de vie environnementales et sociales
- Une connaissance de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération
- Une connaissance des secteurs d'activité des entreprises participantes

Côté ADEME, l'opération sera pilotée par Aude Monteil et Vincent Dargenne, animateur.ice nationaux Economie de la fonctionnalité et de la coopération tous deux au sein du Service Consommation Responsable de la Direction Economie Circulaire. Ils participeront à la réunion de lancement, aux points intermédiaires stratégiques et à la restitution finale. Ils faciliteront autant que possible le bon déroulement de la prestation. Ils seront ponctuellement épaulés par des experts internes ADEME.

4.2. Réunions complémentaires

En complément des marqueurs de fin de phase, les réunions suivantes seront organisées par le prestataire :

- Une réunion de lancement de l'étude sur le site de l'ADEME Angers, entre le prestataire et l'ADEME
- Une réunion collective de démarrage avec tous les acteurs (entreprises, ADEME, prestataire)
- Une réunion de clôture du projet entre l'ADEME et le prestataire

Au besoin, l'ADEME ou le prestataire pourront solliciter des échanges supplémentaires en visioconférence.

4.3. Livrables

Les livrables seront délivrés en version PDF et en version native exploitable.

La langue de travail sera le français

Les respecteront les chartes imposées par l'ADEME.

Pour garantir la qualité des livrables, il est demandé au prestataire d'avoir au moins un relecteur différent du rédacteur du document et de mentionner leurs noms.

En résumé, la liste des livrables attendus :

- 1 rapport intermédiaire de fin de phase 1 contenant :
 - Un diaporama présentant les principaux éléments de la phase 1
 - Les livrables des étapes 1 à 6 du guide Empreinte projet
- 1 rapport intermédiaire de fin de phase 2 contenant :
 - Un diaporama présentant les principaux éléments de la phase 2
 - Les livrables des étapes 7 à 9 du guide Empreinte projet
- 1 rapport final contenant :
 - Le rapport d'évaluations environnementale et sociale de chaque entreprise
 - Le rapport final de revue critique
 - Les fiches synthétiques de communication pour chaque entreprise de 4 pages maximum qui devront être :
 - Compréhensibles par un public non averti
 - Synthétiques

- Pédagogiques et visuelles
 - Les comptes rendus des entretiens avec les entreprises
 - Les comptes rendus des réunions de lancement, de suivi et de clôture de l'étude
 - Une extraction des données d'inventaire et de l'ensemble des modèles construits à partir du logiciel utilisé par le prestataire (format natif)
- Un diaporama de 20 à 30 slides résumant l'expérimentation, ses conclusions globales et les recommandations à destination de l'ADEME

4.4. Confidentialité

Un accord de confidentialité tripartite sera signé entre l'ADEME, le prestataire et chaque entreprise.

4.5. Calendrier de réalisation des prestations

Le candidat présentera et argumentera dans son offre un planning prévisionnel détaillé de la réalisation des prestations. Ce planning devra notamment faire apparaître les délais prévisionnels de toutes les phases, les dates des réunions et la date de remise du rapport final, conformément au projet de marché.

Le délai d'exécution maximal est de 15 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du marché y compris les périodes de validation du rapport final (3 mois).

5. Bibliographie

Documents autour de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération sur la librairie ADEME :
[Expériences d'entreprises en économie de la fonctionnalité - La librairie ADEME](#)

Empreinte projet ADEME :

- [Empreinte projet : évaluer l'empreinte environnementale d'un projet](#)
- [Guide d'aide à la sélection des méthodes d'évaluation environnementale](#)
- [Empreinte projet : cas d'études](#)